publics se penchent e de servir les citoyens

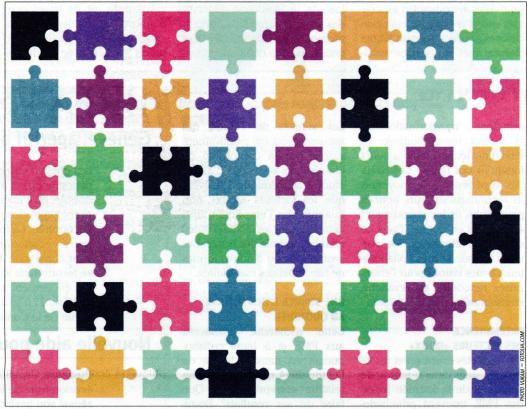
nterroger sur le bien-être de la population, en tentant d'anticiper les grands courants économiques et démographiques qui affecteront notre pays. Il s'avère intéressant de prendre le pouls auprès de vie au quotidien: enseignement, sécurité, prévoyance, capacité de logement, rôle de chacun au sein de la communauté. Les thèmes qui nourrissent ce débat sont essentiels pour avancer.

COHÉSION SOCIALE Pourquoi le pouvoir associatif reste fondamental

Vu sous l'angle d'un capital, un ciment social, s'il est solide, produit aussi des effets économiques substantiels. Un ouvrage examine les relations sociales en Suisse au cours des trente dernières années, marquées par de grands changements.

«Le capital social nous rend plus intelligent, plus sûr, plus riche et meilleur pour gouverner une démocratie stable», estimait le philosophe Robert David Putnam en 2000. Parce qu'il pense que ce diagnostic est toujours valable, Markus Freitag, professeur à l'Institut de sciences politiques de l'Université de Berne, a choisi de le reprendre à son compte dans un ouvrage paru l'an dernier sur le thème du capital social de la Suisse, donnant une large place aux activités bénévoles. Ce que l'on nomme couramment la «vitamine B» en allemand, s'avère, selon ses conclusions, aussi profitable aux particuliers qu'aux groupes, qu'aux communes, qu'aux cantons et même qu'aux nations. «Une grande cohésion aide à remporter des succès politiques, économiques ou sociaux», commente Markus Freitag. En d'autres termes, quand l'engagement associatif est fort et que les bénévoles sont nombreux, la confiance entre les personnes augmente et les normes de réciprocité, comme la tolérance, entraînent des résultats probants dans tous les domaines écono-

Or, bonne nouvelle, ses recherches confirment que la Suisse est bonne élève, se classant parmi les cinq premières nations européennes les plus performantes en ce qui concerne les indicateurs



AVEC PLUS DE CENT MILLE ADHÉRENTS à diverses organisations, la Confédération reste une terre d'inconditionnels des associations.

retenus. La Suisse sort même en tête au niveau de l'engagement volontaire. Il est tout aussi réjouissant de constater qu'avec plus de cent mille adhérents à diverses organisations, la Confédération reste une terre d'inconditionnels des associations. Parmi les records, plus de 90% des Nidwaldiens mènent des activités de ce type, tandis que les cantons latins sont un peu moins enthousiastes, puisque le pourcentage tombe à 70%, tout en restant élevé.

En regardant l'appartenance associative des habitants, la moyenne nationale est d'au moins deux, tandis que le chiffre tombe à 1,5 pour Neuchâtel, Vaud et Genève. Selon Markus Freitag, cette différence entre Alémaniques et Latins tient à des critères culturels et politiques. Le professeur constate par exemple que les Latins privilégient les liens familiaux ou amicaux, ressentant moins le besoin de

s'engager dans des organisations constituées. Il note aussi qu'en Suisse alémanique, la forte participation populaire directe incite à grouper les intérêts sociaux pour les défendre au sein d'associations.

En regardant l'avenir, toutefois, Markus Freitag émet quelques craintes, car l'évolution des habitudes ne plaide pas en faveur de cette forme d'engagement. Les jeunes sont ainsi moins nombreux à s'engager dans des activités de milice. Son enquête relève que la participation à des groupes d'intérêt a diminué au cours des trente dernières années: «Les groupes d'intérêt ont connu durant ces dernières décennies une forte diminution de leurs adhérents. Les syndicats pensent que cela viendrait de changements structurels, mais aussi de la perte du sentiment communautaire. Avec la tertiairisation de l'économie, au détriment du monde ouvrier traditionnel, la société suisse a

moins le réflexe de défendre ses intérêts par la force du groupe. Le sentiment collectif, surtout chez les jeunes, semble privilégier la quête de flexibilité et l'affranchissement des contraintes. Enfin, l'avènement de la société du digital ne va pas sans conséquences sur la volonté de se grouper en association. Pour Markus Freitag, il est nécessaire de prendre conscience de ce phénomène. Il donne cent cinquante conseils ou bonnes pratiques simples à réaliser au quotidien afin de combattre ces mauvaises habitudes. Lorsqu'on aide son voisin à déblayer la neige devant son entrée, le geste s'avère profitable à plusieurs égards. Il semble même que, d'après ces analyses, la cohésion sociale permet encore de mieux prévenir la criminalité, du moins jusqu'à un certain point. «Une société civile dynamique stimule tout à la fois la confiance mutuelle et le contrôle social. Il faut donc préserver ces acquis», conclut-il.

Chiffres stables à la FER Genève

En se fondant sur les cinq dernières années, les membres collectifs de la FER Genève, c'est-à-dire les associations patronales, sont passés de 80 à 78, avec quelques fluctuations. Cette légère baisse est due soit à la disparition de certains groupements, soit à la fusion de ceux-ci. Toutefois, le chiffre le plus élevé est celui des membres totaux d'associations, qui s'avère en augmentation, passant de 6507 en 2010 à 6854 au 1er janvier 2015. En tout, 27 000 entreprises sont affiliées auprès de la FER Genève, dont 9000 entrepreneurs indépendants, tous secteurs confondus.

Les régimes urbains qui favorisent (ou non) l'innovation sociale

Un projet financé par l'Union européenne et impliquant l'Université de Genève met sous la loupe la politique sociale de vingt villes européennes entre 2010 et fin 2013. Il semble que les meilleurs modèles renforcent l'attractivité des centres urbains.

Au cours des dernières années, visant à traiter ces questions, et dans un contexte de crise économique plus ou moins prononcé, politiques prépondérantes des les villes européennes ont connu acteurs clé dans ces domaines. une évolution contrastée, avec la En Suisse, Genève et Berne montée d'inégalités et de formes d'exclusion. Soucieuse d'en savoir davantage, l'Union européenne a financé le projet Wilco¹ (Welfare innovations at the local level in favour of cohesion), qui s'est focalisé sur les innovations sociales, sur leur développement et sur leur évolution. La cible était constituée de vingt villes européennes, soit deux par pays participants, au nombre de dix: la Croatie, la France, l'Allemagne, l'Italie, les Pays-Bas, la Pologne, l'Espagne, la Suède, la Suisse et le Royaume-Uni.

Le projet a analysé les problèmes sociaux dans ces métropoles, en mettant l'accent sur les jeunes, sur les migrants et sur les familles monoparentales. Des interviews ont ensuite été utilisées pour examiner septante-sept innovations pour analyser les orientations étaient les deux villes choisies. Sandro Cattacin, professeur de

PLUS LA GOUVERNANCE **EST EFFICACE EN CE QUI CONCERNE** LA COHÉSION SOCIALE, **MEILLEURE SERA** LA QUALITÉ DE VIE.

sociologie à l'Université de Genève, a coordonné la recherche. Ses éléments les plus saillants ont été réunis dans un ouvrage². D'après lui, un retour à un mode de fonctionnement qui a prévalu au XIXe siècle, quand les centres urbains étaient au centre des défis sociaux, se dessine. Les enjeux sont en grande partie similaires dans les villes, mais les réponses locales sont diffé-

rentes. Quatre types de régimes urbains de gouvernance ont été identifiés, selon les conditions les plus essentielles à la survie et à leur vision pour aboutir à quatre avant les bonnes pratiques trans-à ces défis. Dans le cas de la goula diffusion des innovations. C'est modèles de gouvernance prédo-posables dans un autre contexte. vernance par l'innovation, nous là que le projet débouche sur des conclusions originales et intéressantes, que nous résume Maxime Felder, l'assistant de Sandro Cattacin et auteur d'un chapitre de cet ouvrage.

Pouvez-vous nous en dire plus sur la méthode de cette enquête?

Le traitement s'est révélé original. Plutôt que de mesurer l'innovation par différents indices, nous avons analysé les débats entre des coalitions de prescripteurs d'opinion, soit des parlementaires, des cadres de l'administration, des professeurs d'université ou des journalistes, car leur regard indique de manière fine comment telle ou telle loi est interprétée dans le contexte du moment. En résumé, tous ceux qui nourrissent le débat sont en-

trés dans le champ de l'étude, à raison d'environ vingt personnalités par ville. Nous avons exploré minants.

Quelles sont les particularités de ces quatre modèles?

La gouvernance de l'innovation voit une coalition préoccupée par les problèmes sociaux coopérer avec une coalition centrée sur la croissance économique.La gouvernance de la croissance se définit au contraire par la prédominance de la seconde coalition, tandis que le libéralisme économique s'exprime pleinement. La gouvernance des défis sociaux est celle où la réponse aux problèmes sociaux se fait dans une indifférence des lobbies sociaux et économiques. Enfin, le modèle de la gouvernance conflictuelle est sans doute le moins productif. Là, les forces de coalition s'annihilent. Il devient donc impossible

de décider d'une quelconque

politique sociale. Cette enquête veut mettre en manière identique de répondre Certes, ce n'est pas toujours possible de le faire, mais il faut garder en tête que plus la gouvernance est efficace en ce qui concerne la cohésion sociale, meilleure sera la qualité de vie. Au bout du compte, c'est l'attractivité même d'une ville qui est en jeu et dans un contexte de concurrence comme celui qui prévaut, ce n'est pas négligeable.

Il est pourtant difficile de croire que Genève a des points communs avec Malmö, Stockholm, Lille, Nantes ou Varsovie – autant de villes qui entrent dans la catégorie de la gouvernance des défis sociaux - tandis que Berne ressemble à Amsterdam, à Munster ou à Varazdin (Croatie), autant de modèles de gouvernance de l'innovation...

Il faut croire que les villes de cette catégorie ont au moins une constatons une tendance du secteur privé à investir de manière plus forte, par conscience de l'impact des problèmes sociaux sur le climat économique. Je citerais un exemple à Berne: la ville a décidé d'investir des fonds pour la prise en charge de dix jeunes mères, âgées de 16 à 25 ans, sans formation et à l'aide sociale. Présentée comme un investissement efficace permettant à terme des économies, la mesure a bénéficié d'un large soutien.

1 Le Wilco project, débuté en 2010, étudie le rôle des systèmes locaux de protection sociale comme facteurs de cohésion sociale dans différentes villes européennes. Cette enquête vise à analyser la façon dont des initiatives innovantes peuvent éventuellement être adaptées à d'autres contextes. www.wilcoproject.eu

2 Social Innovations in the Urban Context, co-édité par Taco Brandsen, Sandro Cattacin, Adalbert Evers et Annette Zimmer, publié chez Springer.